



Mouvement
des Entreprises de France
MEDEF

Le Président

Monsieur Emmanuel Issoze Ngondet
Premier ministre
Immeuble du 2 décembre
Avenue Jean Paul II - BP 95
Libreville, Gabon

Paris, le 26 février 2018

Monsieur le Premier ministre,

Je me permets de vous faire part de notre plus vif étonnement et de notre inquiétude après la décision qui vient d'être prise par votre Gouvernement au cours des derniers jours.

L'action d'expropriation d'une société, qu'elle soit étrangère ou nationale, de façon brutale, sans préavis et sans qu'elle soit l'aboutissement d'une négociation, me semble particulièrement inappropriée. Ce n'est pas la marque de confiance que nous pouvions attendre d'un pays ami qui, me semble-t-il, souhaitait attirer des investissements dans son pays.

Nous vous avons eu l'honneur de vous recevoir au MEDEF le 24 mars dernier accompagné de membres de votre Gouvernement, notamment dans le but de rechercher une issue positive à la dette intérieure qui concernent plusieurs entreprises françaises. Cet état d'esprit basé sur le dialogue, la co-construction, le co-développement de projets est notre façon d'avancer en Afrique, comme dans tous les autres pays d'ailleurs. Je trouve que c'est aussi un principe très bénéfique dans le règlement de différends éventuels.

Nous comprenons les difficultés économiques que rencontrent votre pays. Cependant, nous ne pouvons comprendre cette décision unilatérale que ne repose manifestement sur aucun fondement juridique et la déplorons car elle porte préjudice à l'image du Gabon et reflète une pratique de l'Etat de droit inquiétante.

Une procédure judiciaire va vraisemblablement s'engager et espérons que toute la transparence sera faite sur ce dossier et que la justice sera rendue de façon loyale. Nous suivons avec attention ces évolutions, tout comme nous suivons, après les récentes affaires Bouygues et Sodexo, la santé des entreprises françaises implantées au Gabon, partenaires fidèles de votre pays.

Je vous vous remercie par avance de l'attention que vous voudrez bien porter à ma démarche et vous prie de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'assurance de ma haute considération.

Pierre GATIAZ

Copies pour information :

M. Dominique Renaux, ambassadeur de France au Gabon,
M. Flavien Enongoué, ambassadeur du Gabon en France,
M. Franck Paris, conseiller Afrique de la Présidence de la République,
M. Rémy Marechaux, directeur Afrique et Océan indien au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères,
M. Thomas Courbe, directeur général adjoint du Trésor au Ministère de l'Economie et des Finances.